

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 182 - VENDREDI 14 JUIN 2013

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Athènes, la police ne peut même plus mentir tous les soirs à 20 heures ! ●

## AGENDA MILITANT

→ 19-27 juin

Corse et Sud-Est [Les Z'entrop en tournée](#)

→ 23 juin

Paris [Le fascisme tue, ensemble combattons-le !](#)

→ 26 juin

Paris [Bon anniversaire, Syllepse !](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Communisme**

[De la citoyenneté au dépérissement de l'État](#), Catherine Samary

→ **Monde**

[Ah, Mr le Président, que vous êtes oublieux !](#)

Serge Grossvak

## Message urgent

Le 15 Juin est une étape pour le regroupement de forces alternatives qui se situent au sein du Front de gauche ; le 16, le Front de gauche planche pour rendre son orientation plus efficace. Qu'en attendre ?

Reconnaissons que nous avons tous du mal à nous dégager de la répétition de ce qui, peu ou prou, se fait depuis des années : soutien aux luttes et programme, pour faire pression sur le PS et identifier les enjeux de la prochaine élection. Or cela ne débouche pas sur une puissance du mouvement populaire qui lui permette de devenir force de transformations. Et depuis 35 ans, l'accumulation des déceptions dépasse celle des victoires.

Cela fait un moment qu'ici on peut lire la nécessité de dépasser la dissociation entre luttes sociales et politique. On en parle souvent comme si c'était une question subsidiaire, sans effet sur l'immédiat. Et elle disparaît derrière l'habitude. C'est pourtant la clé du verrou actuel. L'Histoire nous rappelle que les moments victorieux l'ont été lorsque mouvement social et dynamique politique n'ont fait qu'un. Comment caractériser le Front populaire ou la Libération ?

Des millions de personnes refusent la violence du capital. Les colères, les simples discussions signalent des attentes non formulées mais réelles pour faire quelque chose. Le sentiment d'impuissance ne traduit pas de l'indifférence mais le fait qu'aucune organisation ne fait passer ces attentes de l'individuel au collectif. Qui va donner une dimension collective à la myriade de pensées hostiles au capitalisme ? Chaque entreprise menacée fait émerger la question : nationalisation, coopérative ? Qui en fait une large campagne de débats et d'action ? Chaque mouvement pose la question d'arracher le pouvoir de se faire entendre. Qui en fait une campagne unificatrice à toutes les luttes ? Qui fait de ces deux questions un point où tout converge ? Bien sûr, il faut du temps pour passer du débat à la réalisation. Mais si ces questions sont portées par 4 ou 5 millions de personnes, le rapport de forces change : de victimes les exploités et dominés deviennent la force politique qui nous manque.

Syndicats, associations et Front de gauche n'ont-ils pas quelque chose à faire ensemble ?



● Pierre Zarka

## Contre la tyrannie comptable, l'évaluation des politiques publiques

**Au lieu de s'en tenir à la critique du principe même de l'évaluation, peut-on retourner les armes de l'évaluation des politiques publiques contre les libéraux et les comptables ?**

Une certaine critique de l'évaluation, telle qu'elle se diffuse aujourd'hui au sein des milieux de la gauche d'alternative, et au-delà, mène selon nous à une impasse, désarmant ceux qui veulent lutter contre l'oppression (bureaucratique notamment). Dans des articles et des livres fourre-tout, le meilleur de la critique nécessaire de l'évaluation qui aliène et qui contraint côtoie souvent une bonne dose de caricature et une grande confusion, mettant notamment sur le même plan l'évaluation des personnes et l'évaluation des politiques publiques.

Pour l'essentiel, le problème ne porte pas sur l'analyse critique de l'idéologie et des pratiques développées tout au long des dernières décennies. On a cent fois raison, bien sûr, de mettre en cause le déploiement tous azimuts de dispositifs destinés, dès le plus jeune âge des personnes, à dépister pour catégoriser, étiqueter pour normaliser. Il faut démonter

les mécaniques infernales qui fabriquent des individus anormaux, avant de leur tracer des voies institutionnelles, médicales et carcérales, dont peu réussissent à s'échapper. Ici, la question, souvent sous-investie, est d'opposer à l'idéologie normalisatrice des conceptions et des

**L'instrumentalisation de l'évaluation dans une intention comptable est toujours à craindre, et c'est précisément l'objet d'un combat à mener plutôt qu'à désert.**

pratiques éducatives, qui placent la personne (et non ses seuls comportements) au centre de relations sociales qui humanisent et épanouissent.

On a aussi raison de mettre en question les dispositifs d'individualisation des responsabilités au travail. Ils visent à mettre les individus au service de l'obtention de taux de rentabilité à deux chiffres - à n'importe quel prix, sauf celui d'épuiser tout à fait la force de travail -, tout autant qu'à éviter la remise en cause de l'organisation du travail, et toute critique de la philosophie qui sous-tend l'action. L'évaluation individuelle telle qu'elle se pratique est un moyen d'éviter que soient posés les problèmes de système. Elle diffuse l'esprit de la "méritocratie" où les salariés mis en concurrence s'opposent les uns aux autres, ce qui dévalorise l'immense majorité et gratifie les plus serviles qui sont, sauf exceptions, les plus avantagés au départ de la compétition. Notons au passage l'importance des gratifications symboliques, plus généralisées que les gratifications pécuniaires, preuve que les dimensions subjectives sont omniprésentes dans les systèmes de management : les intrusions ●●●

●●● de l'État dans le corps social vont jusqu'à l'intérieur des individus. Chacun est aux prises avec la pression sociale et avec ses propres enjeux personnels : qui ne souhaite pas être reconnu ? Et si être reconnu suppose d'être aliéné, jusqu'où suis-je prêt à être aliéné, à m'aliéner ?

On a raison, encore, de souligner comment les gouvernements et le législateur s'attachent à couvrir du sceau de l'évaluation ses programmes de diminution de dépenses et autres "révisions générales des politiques publiques". L'instrumentalisation de l'évaluation dans une intention comptable est toujours à craindre, et c'est précisément l'objet d'un combat à mener plutôt qu'à désertir - nous allons y revenir. Il est ainsi courant que ceux qui décident des politiques publiques, centrés sur des préoccupations de court terme et la gestion des urgences, confondent eux-mêmes les fonctions de gestion, les fonctions financières, budgétaires ou comptables, les fonctions d'audit et la fonction d'évaluation. On considère que ce sont là autant de leviers destinés uniquement à la maximisation des profits (dans le privé), dédiés à l'augmentation de la production et à la rentabilisation immédiate des investissements (dans le privé et dans le public) ou à la maîtrise de la dépense sociale (dans le public).

Ces logiques, différentes en apparence mais qui sont toutes à relier à l'idéologie néolibérale - culte de la performance,

de la rentabilité, sans aucun souci pour la qualité de la vie -, il faut en mettre en cause la légitimité. Et aussi démonter les limites et les travers des méthodes mobilisées par la rationalité bureaucratique.

**Dire qu'un projet d'action culturelle ou sociale n'a pas d'objectifs, c'est considérer que ses acteurs n'ont pas de tête. Si les acteurs et les citoyens sont dépossédés du sens de l'action publique, cela interroge le fondement démocratique de l'action publique.**

**Mesurer : pour quoi, quoi, et comment ?**

Deux débats sont en particulier nécessaires : le premier sur la mesure et les chiffres, le second sur les objectifs. À propos des chiffres, deux dimensions au moins se cumulent. D'une part, la critique indispensable d'une appréciation des choses

à partir des chiffres seulement, mettant donc de côté la parole et la subjectivité, interdisant les espaces où s'expriment les points de vue des acteurs, des métiers, des expériences et des pratiques sociales. Au contraire, comme l'analyse sociologique, l'évaluation doit embrasser la compréhension des phénomènes non quantifiables. On n'en négligera pas pour autant la mobilisation des chiffres, au sein d'une pluralité d'informations et de données.

D'autre part, le choix même des chiffres, qui exprime toujours le point de vue à partir duquel l'évaluation se structure et avec quelles finalités : indicateurs financiers, indicateurs liés aux personnes et aux "ressources humaines", indicateurs sociaux, indicateurs d'environnement et du territoire... On travaillera tout particulièrement à ce que les indicateurs aient du sens, à en circonscrire la signification pour en relativiser les enseignements, en intégrant la présentation des biais d'interprétation. En résumé : dis-moi si tu ne veux voir la réalité que par les chiffres et quels chiffres tu choisis pour représenter ton objet, et je te dirai qui tu es et ce que tu veux.

Quant au débat sur les objectifs, il pose là aussi la question des finalités de l'évaluation. Contrairement à ce qu'affirme Angélique del Rey dans *La tyrannie de l'évaluation* (lire l'encadré p.7), le problème n'est pas que « *la tentative* ●●●

●●● de définition des objectifs d'une action entreprise part du principe qu'un acteur unique et libre prend la décision, et que des objectifs peuvent être définis de manière très précise et stable dans le temps ». Non, définir les objectifs ne part pas nécessairement de ce principe. Et oui, des objectifs peuvent être stables, ou non, ce qui n'empêche nullement de réfléchir avec eux. L'une des difficultés est plutôt au contraire de révéler les objectifs qui sous-tendent l'action : de les rendre explicites au lieu de les passer sous silence, et d'en débattre quitte à faire apparaître des contradictions. Ainsi, plutôt que d'affirmer l'« impossibilité de déterminer de façon consciente et univoque la plupart des objectifs d'un projet d'action culturelle ou sociale », on s'attachera à leur objectivation, en se débarrassant du purisme de celui qui renonce à tout parce que rien n'est totalement objectivable. Les projets d'action culturelle ou sociale seraient donc condamnés à n'avoir pas d'objectifs ? On imagine que les porteurs de projet seront heureux d'apprendre que leurs projets n'ont pas de tête... Si à aucun moment les acteurs concernés ne se saisissent par eux-mêmes des finalités de leur action, et encore moins les citoyens dépossédés de toute capacité de détermination de l'action, cela interroge le fondement démocratique (à transformer, certainement) de l'action publique.

Le problème est que toute cette critique nécessaire de l'évaluation, si elle s'en tient à ces éléments, reste impuissante : information sans conséquence pour l'immense majorité des personnes confrontées aux dispositifs critiqués, constat indifférent aux pratiques d'évaluation qui, pour l'essentiel non

fédérées et méconnues, conçoivent l'évaluation autrement, et donc approche silencieuse sur la possibilité de théories et de pratiques de l'évaluation utiles pour défendre les droits sociaux et le service public, et pour le combat pour l'émancipation. La question posée si l'on ne veut pas seulement surfer sur la vague d'une critique à la mode, qui en elle-même ne change rien à la réalité, est de fonder autrement la légitimité de l'évaluation.

**Ce qui fait l'intérêt de l'évaluation, c'est d'abord qu'elle peut être un dispositif pluraliste de questionnement, d'analyse et de prospection. Elle peut aussi être utile pour reconnaître et légitimer les acteurs, les métiers, contre l'idée de compétences interchangeables.**

Ici, nous nous focaliserons à ce propos sur l'évaluation des politiques publiques, champ sur lequel il nous semble possible de soutenir des pratiques et des acteurs qui sont déjà là et qui affrontent les contradictions et les difficultés de faire émerger un champ d'activités en conflit avec les logiques comptables qui dominent. Nous laissons donc de côté la question de l'évaluation des personnels, dispositif qui mériterait en soi toute une approche critique et des propositions.

Rappelons tout de même, avant d'en venir à l'utilité de l'évaluation pour le combat alternatif, que l'action publique est confrontée à des questionnements incontournables : sur sa légitimité et ses modes d'action, sur son utilité sociale, sur ses réalités contradictoires. Seule une forme de déni peut considérer qu'il n'existe pas des enjeux d'amélioration de cette action, des besoins d'innovation et de dépassement. Ainsi, la défense des services publics devrait être indissociable d'exigences de transformation et de renouvellement des finalités mêmes et des moyens de l'action publique, notamment d'une révolution démocratique. Faute de cela, les batailles syndicales sont uniquement défensives et n'obtiennent donc depuis des années aucune avancée.

#### **Vive l'évaluation des politiques publiques !**

Ce qui fait l'intérêt de l'évaluation, c'est d'abord qu'elle peut être un dispositif pluraliste de questionnement, d'analyse et de prospection. Il n'existe pas trop d'espaces pour réfléchir sur le sens des politiques publiques et, quand existent des lieux de mise en commun sur les pratiques professionnelles, ils sont souvent focalisés sur les seules pratiques immédiates et sur les logiques de métiers... loin des citoyens. Pratiques immédiates souvent contraintes par le poids des urgences et des logiques bureaucratiques. Logiques de métiers qui forment des prismes, nécessaires mais insuffisants, pour comprendre ce qui se passe globalement. À l'inverse, l'évaluation peut mettre en présence des acteurs et des métiers, en confronter les logiques et en comprendre les intérêts, favoriser les convergences tout autant ●●●

●●● qu'acter les divergences, associer les usagers-citoyens... bref, favoriser une intelligence politique de l'action. Ce sont là, d'ailleurs, les principes mobilisés par la Société française de l'évaluation (SFE, <http://www.sfe-asso.fr/>).

Les critiques à la mode ne connaissent pas par exemple l'intérêt d'explicitier les objectifs des politiques publiques, alors que cette explicitation crée des contraintes pour les décideurs et les acteurs. Ils ne voient pas l'intérêt de confronter ces objectifs à la connaissance des territoires et des populations concernés par l'action publique : alors que cette confrontation révèle les besoins (économiques, sociaux, éducatifs, environnementaux...

besoins eux-mêmes à interroger). Ils ne voient pas l'intérêt de rapporter ce qui se fait, à travers aussi bien des données chiffrées que des recueils de la parole des acteurs, aux objectifs : et pourtant cette confrontation, elle aussi, révèle les manques, les insuffisances, les besoins non couverts. Bref, critiquant légitimement la volonté technocratique de diminuer les budgets, la critique à la mode de l'évaluation est elle-même focalisée sur la seule question des moyens, ne voyant pas que l'exigence de moyens pour l'action publique mérite d'être fondée par des approches qualitatives et quantitatives des réalités sociales. C'est d'ailleurs faute de cela que l'on donne du grain à moudre à ceux qui affirment

que les problèmes sociaux n'appellent pas des moyens, mais seulement des mesures dite de "bonne gestion".

L'évaluation peut aussi être utile pour reconnaître et légitimer les acteurs, les métiers, contre l'idée de compétences et d'agents interchangeable, et contre la stigmatisation des corporatismes, qui sert à casser les résistances des professionnels et les valeurs portées par les métiers. Elle peut mettre en exergue le manque d'ambition d'une politique, ou le déficit de concrétisation des ambitions affichées, ou le manque de moyens pour cela. Elle peut contribuer à expliciter les valeurs et les principes de l'action, ce qui les fortifie. Elle peut ●●●

## L'évaluation, arme possible contre le défaitisme

Le désaccord qu'exprime notre dossier, disons entre une critique du principe même de l'évaluation et la recherche d'une approche contradictoire des enjeux de toute évaluation porte au-delà du sujet de l'évaluation. Il concerne sans doute le diagnostic, la vision de l'état de notre société.

D'un côté, une approche qui décrit notre société comme entièrement acquise au fonctionnement libéral, où règnent partout de manière écrasante des dominants. Vision homogénéisante d'un État monolithique, au pouvoir absolument unilatéral sur les êtres et les rapports sociaux. Vision qui donne dans *La tyrannie de l'évaluation* (lire l'autre encadré p.7) : « on soigne de moins en moins bien, on éduque plus mal qu'auparavant, on travaille de plus en plus dans la souffrance. » Mais si l'on soigne de moins en moins bien, peut-on expliquer pourquoi l'espérance de vie augmente ? Et si l'on éduque plus mal qu'auparavant, peut-on expliquer l'élévation considérable et générale du niveau des connaissances (lire notre dossier de *Cerises*, n°180\*). Et travaillait-on auparavant, seulement, dans le bonheur et dans la joie ? Au total, une telle approche, qui oublie aussi que l'action publique demeure en France très puissante et très solide, et que les

rapports de force dans la société ne se résument pas à la faiblesse des forces organisées, conduit à une forme de défaitisme.

Dans notre approche, par contre, nous nous attachons à comprendre les contradictions actuelles : en matière d'éducation, de santé et au travail, c'est maintenant que le capitalisme devient incapable de se révolutionner sur lui-même, et qu'il faut donc envisager son dépassement en jouant sur ses contradictions. Et c'est aujourd'hui que les libéraux portent une approche antidémocratique, car la démocratie contredit leurs intérêts. Cela nécessite d'analyser et de cultiver ce qui dans la société résiste toujours et déjà, en dépit de décennies de politiques libérales. Ainsi, dans le champ de l'évaluation des politiques publiques, il y a des professionnels et des acteurs qui produisent autre chose que des logiques disciplinaires, comptables et répressives. Ils s'y confrontent, dans des espaces à élargir et à transformer, et l'on devrait les aider à élargir leurs expériences.

**G.A.**

\* <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4046>

●●● aussi souligner combien l'action publique ignore les acteurs de terrain, les valorise ou les instrumentalise, comment les points de vue des bénéficiaires de l'action sont eux-mêmes utilisés, récupérés, pris en compte ou ignorés, et comment ils pourraient au contraire prendre de la force. Elle peut être d'ailleurs un moyen à la fois de médiation et de structuration de la parole des premiers concernés. Elle peut mixer l'analyse statistique, dont les apports peuvent être très utiles, et la compréhension des enjeux subjectifs.

Il ne s'agit pas du tout de se leurrer sur ce qui prédomine aujourd'hui dans les logiques politico-administratives ou bureaucratiques. Mais il s'agit de comprendre que les combats entre la main gauche de l'État (État social) et sa main droite (État pénal), les affrontements entre éducation et répression, entre action caritative et action sociale visant l'autonomie des personnes, sont les mêmes que ceux qui traversent la société. Et qu'il n'y a rien de naturel à ce que l'évaluation soit récupérée par ce qui prédomine - l'esprit comptable ; qu'au contraire, c'est en investissant les champs où la conflictualité est possible et souhaitable que l'on peut desserrer l'étau des contraintes et faire apparaître des nouvelles possibilités stratégiques.

Enfin, la critique à la mode de l'évaluation commet un "oubli" calamiteux : elle ignore les cinq millions d'agents du service public, soit un quart environ des salariés. Or, il existe deux manières de parler d'eux. La première consiste à considérer que ces agents du service

public sont des agents du Capital, l'État n'étant qu'un instrument de domination. On ne s'adresse alors à eux que comme citoyens de la ville ou du village, des habitants donc, considérant que leur vie professionnelle n'est en rien concernée par les enjeux de citoyenneté immédiate. La seconde consiste à considérer que l'État et les agents qui travaillent au sein

**Soit on considère  
que les cinq millions  
de fonctionnaires  
et assimilés  
sont des agents  
du Capital,  
et donc  
des adversaires ;  
soit on considère  
que l'État est  
un des lieux des luttes  
de classes  
et qu'il est possible  
de politiser l'action  
publique.**

des services publics sont traversés par les intérêts contradictoires qui existent dans la société, qu'ils sont le plus souvent acquis aux idées de défense de l'intérêt commun et de promotion des droits fondamentaux, qu'ils pourraient être une force considérable pour transformer l'action publique. On considère alors que l'État étant à la fois un instrument de domination (il n'est pas en dehors

du système économique) et un lieu de lutte des classes, il est possible de contribuer à politiser l'action professionnelle, au sens fort du verbe politiser.

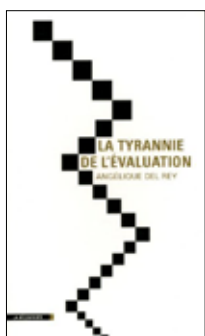
En ne parlant pour ainsi dire jamais des agents du service public, ou en évoquant uniquement l'image de la haute fonction publique ou de la technocratie bruxelloise, on oublie qu'il existe des centaines de métiers porteurs de valeurs d'émancipation, des pratiques innombrables dégagées de l'horizon du profit, des expériences innovantes aussi, qui se situent en dehors, en deçà ou au-delà du principe de rentabilité à deux chiffres. Eh bien, l'évaluation des politiques publiques telle que nous la concevons peut être utile à ceux-là car elle contribue à les armer contre les logiques de pure gestion comptable. Son appropriation peut notamment être utile pour la contestation des expertises externes issues du privé, souvent formatées par l'esprit d'Oncle Picsou. Et elle permet d'affirmer l'expertise des praticiens et celle aussi des usagers-citoyens.

Plutôt que de désertir le combat, il faut le mener. Oui, « *les formes d'évaluation des politiques publiques qui dominent aujourd'hui impliquent ce que leurs tenants appellent la "rationalisation budgétaire"* ». Mais précisément, laisse-t-on dominer cette approche ou cherchons-nous à ce qu'il en soit autrement ?



● Gilles Alfonsi

## Diaboliser l'évaluation : une posture contreproductive



*La tyrannie de l'évaluation*  
Angélique del Rey  
2013, La Découverte,  
150 p., 14 €

Dans *La tyrannie de l'évaluation*, Angélique del Rey milite contre « l'omniprésence de l'évaluation et de ses méfaits ». Pour l'auteur, « l'évaluation tue »... et toutes les évaluations sont dans le collimateur : celles des personnes aussi bien que celles des politiques publiques. L'hypothèse centrale du livre est que le « rationalisme évaluateur, véritable tyrannie du visible et de l'explicite, manifeste un processus de "déterritorialisation" de la mesure et du jugement présents dans l'évaluation ». Si l'auteur pointe rapidement l'hypothèse d'une « reterritorialisation » des pratiques d'évaluation, leur permettant de « retrouver du sens et de l'efficacité », le livre y consacre seulement quelques pages.

L'essentiel de l'ouvrage est centré sur la critique de la « méritocratie dévoyée » (mais l'idéologie du mérite est-elle dévoyée ou est-elle partie intégrante de la domination-reproduction des élites ?), de « l'efficacité aux effets pervers de l'évaluation » et du pouvoir de l'objectivation. Nous évoquons dans notre dossier les principaux arguments développés en ce sens. On trouve dans la partie sur le panoptique, terme emprunté à Michel Foucault, cette idée que « le pouvoir disciplinaire est un pouvoir sans corps, immatériel », ce qui se discute. De même, l'évocation des nouveaux moyens de communication et des instruments de mesure comme produisant « l'intériorisation de l'injonction fondamentale : il faut s'adapter, rester dans la course, rester concurrentiel » produit une impression de caricature : les technologies de communication ne sont-elles pas aussi d'extraordinaires moyens de diffusion de l'information et de l'analyse alternatives ? Pourquoi ne pas voir les réalités dans leurs contradictions irréductibles ?

Dans la partie "Évaluer tue", le rôle de l'évaluation est présenté comme une « procédure par laquelle le pouvoir se donne en quelque sorte un statut d'autorité démocratiquement accep-

table », ce qui constitue une « domination perverse » car elle « prétend s'exercer au nom de la pure et simple objectivité », et une « domination tyrannique » car « elle prétend étendre son contrôle sur tous les aspects de la vie sociale et de la vie de l'esprit ». Si nous en sommes là, si tout cela est vrai sans contradiction, alors peut-on expliquer pourquoi après trente ans de lessiveuse (néo-)libérale l'évaluation reste le parent pauvre des fonctions d'aide à la décision au sein de l'État comme au sein des collectivités territoriales ? Ne peut-on considérer que l'évaluation pourrait ouvrir des champs de débats et de confrontations, et n'est donc pas un champ homogène et monolithique de pouvoir sur les individus ? Autre curiosité : l'évocation d'une « destruction rapide des institutions » que, pour notre part, nous ne constatons pas.

Après la page 123 d'un livre qui en compte 145, l'auteur évoque « de nombreuses pratiques d'évaluation alternatives aux évaluations aujourd'hui dominantes » (elle n'en cite aucune)... avant d'indiquer : « il n'existe à l'heure actuelle, aucune alternative à ces évaluations standardisantes, déterritorialisantes, dévitalisantes qui se sont imposées »..., puis elle évoque la possibilité d'évaluations fondées « sur le pluralisme démocratique plutôt que sur la rigueur d'une méthode » (pourquoi cependant opposer les deux dimensions ?). On ne sait plus ce qu'il faut penser !

Entre temps, il est écrit que « les critiques du mode de gestion bureaucratique impliquent la fin de l'État social, parvenu dans une impasse ». Et plus tard : « Les valeurs humanistes qui fondaient les principes de l'État social, le mode de gestion bureaucratique ou encore l'école républicaine n'ont plus cours aujourd'hui ». Cet enterrement de l'État social étant achevé, il reste à considérer que l'évaluation ne doit pas aider à prendre des décisions, sans doute car il n'y a plus rien à gagner dans l'action... À moins que ce ne soit l'inverse : sans réflexions critiques auxquelles l'évaluation peut utilement contribuer, l'État social, en crise mais incapable de se transformer, est en danger.

G.A.

# Budget de la culture et chanteur bio

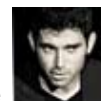
**A** lors que l'*Huma* titre sur la baisse du budget de la culture, j'entends à la radio une ritournelle prévue pour l'été : "Je suis un chanteur bio". L'air de rien voici 2 airs connus qui chantent toutes nos contradictions. La baisse du budget de la culture a de multiples conséquences désastreuses : les projets annulés, les créations à minima, l'impact sur l'emploi. La montée du fascisme, et de la bêtise qui est sa meilleure alliée, est aussi un défi lancé à ceux qui font oeuvre d'une poétisation du monde. L'austérité en matière culturelle ne présage donc rien de bon. Pourtant, pour tous ceux qui souhaitent "commencer par les fins", la culture d'État n'est sans doute pas le bon chemin vers une émancipation humaine et partagée. L'État est un État de classe. Il choisit ses orientations en fonction de son appartenance. Pour le budget de la culture, il n'y a pas besoin d'une loupe. Les opéras, les musées, les grands équipements, qui avalent la majorité des budgets, sont destinés à une pratique de la classe culturellement dominante. Cette vérité simple n'est pas un jugement sur la qualité du travail de ces créateurs ou directeurs de gros "bateaux". Il sont nombreux à œuvrer à atteindre les classes populaires, appelées ici «publics empêchés». Ce sera toujours une culture d'en haut qu'on souhaite voir descendre. Il s'agira toujours, quelle que soit la variation du budget, d'une domination plus ou moins visible. L'État est rarement, in fine, un outil d'émancipation. Devons-nous faire de la lutte contre la baisse des budgets une priorité ? Comment pervertir, dans une période de repli et de "défense", la logique d'un État confisqué ? Les discours, plutôt convaincants, de notre ministre autour de la défense des "petits projets" et notamment de l'éducation artistique, sont contredits par 2 logiques : la tendance à la baisse des budgets et surtout une administration qui ne peut sortir du jour au lendemain de vieilles habitudes d'un ministre accaparé.

"Le chanteur bio" est d'abord une chanson à fredonner pour accompagner l'air du temps... et la métaphore est surtout potagère. Assurément, l'ancrage politique

**« Les artistes OGM  
mettent notre santé  
en danger. »  
MAP**

est fragile et la vocation est d'abord le tube plutôt que l'hymne de manifs... mais amusons-nous un instant. Que faire pour qu'un artiste, une création soit respectueuse de son environnement ? Sur quoi pourrait se baser la création d'un label "bio-culture" ? L'environnement d'une carotte, c'est la nature. L'environnement d'un artiste, c'est l'humanité. Un artiste bio respecte l'humanité. Il doit d'abord respecter toute la chaîne de production : de l'écriture à sa diffusion, de l'enregistrement au concert. Un chanteur bio est assuré que chacun soit payé pour son travail et qu'il n'y a pas de vol quand la production est diffusée. Pour respecter notre humanité, le chanteur bio ne considère pas son public comme un consommateur mais comme un citoyen libre. Il ne crée donc pas pour plaire (même si c'est permis) mais pour éveiller, émouvoir, apprendre... Il doit sans cesse faire le pari de l'intelligence sur la bêtise.

Pour respecter l'humanité, il est impératif de ne pas la voler. Ainsi, le chanteur, même s'il rencontre le succès, ne doit pas se livrer à la loi mortifère de l'offre et de la demande qui fait grimper les prix à l'infini et assèche les caisses de lieux culturels publics. Imaginer un apiculteur qui vend son miel 100 € le kilo sous prétexte qu'il plaît au consommateur... Les ventes de concerts du chanteur bio permettent simplement aux gens qui travaillent de vivre de leur métier. Enfin, un chanteur bio respecte l'humanité en diffusant son art mais aussi en développant les pratiques artistiques. Il s'implique dans mille et un projets qui font reculer la peur de son voisin et transforment les citoyens en artistes. Il prend soin de notre humanité. La mise en place de ce label n'aurait pas vraiment besoin de l'État. Il est temps de valoriser 3 acteurs de la vie artistique française : les artistes qui œuvrent à une poétisation du quotidien, les citoyens qui partout inventent des espaces pour l'art et les collectivités locales qui peuvent certes être des États dans l'État mais qui sont aussi, souvent, des espaces de concertations citoyennes.



● Laurent Eyraud-Chaume





**Cerise rouge.** Lundi, départ pour le Danemark, juste avant la grève des contrôleurs aériens. Un court article dans un quotidien français précise que les grévistes s'opposent à la libéralisation du secteur. Je ne saurais rien de l'appel à une « journée d'action européenne », à l'initiative de la Fédération européenne des travailleurs des transports et de syndicats de dix pays de l'Union européenne. Ni du projet de « ciel unique » présenté par la Commission européenne ce mardi 11 juin, un règlement destructeur d'emplois, imposant aux États d'harmoniser la navigation aérienne européenne. La grève sera très suivie. Elle valait bien une brève.

**Burlat.** L'avion décolle. Les aiguilleurs sont au ciel ce que les paysans sont à la terre : sans eux, rien ne marche. Dans la même famille : les postiers, les cheminots, les électriciens, les enseignants... Une hôtesse distribue des journaux étrangers, mine d'or militante. Les journalistes font, eux aussi, tourner le monde. Qui se douterait qu'en Grèce, télévision et radio publiques n'émettront bientôt plus sur ordre du gouvernement ? Même les colonels n'avaient pas osé.

**Cerise confite.** Dans un journal espagnol, l'histoire de Beatriz, Salvadorienne de 22 ans. Elle souffre d'une maladie auto-immune. Sa grossesse se passe mal et met sa vie en danger. En raison d'une anencéphalie du fœtus, le nourrisson est par ailleurs condamné à la mort après sa naissance. La jeune femme a demandé une IVG pour raisons thérapeutiques. La Cour suprême de San Salvador a rejeté sa demande. « *Les droits de la mère ne peuvent prévaloir sur ceux de l'individu qui va naître, et vice-versa.* » Devant les protestations, le gouvernement a « consenti » à une césarienne. Alors que des pays latino-américains (Cuba, Uruguay, Porto Rico, Mexico) autorisent l'IVG, d'autres (Chili, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador, Venezuela), malgré des gouvernements de gauche, continuent

de l'interdire, avec peine de prison pour la mère et le personnel médical. Le mariage pour tous a progressé en Amérique du Sud. Mais le droit à l'IVG reste à conquérir.

**Kirsebær.** En attendant ma valise, je lis le *Copenhagen Post* et tombe sur le Jacques Attali danois. Peter Bitch Sørensen, chef de la Commission de la Productivité du Danemark, fait ses propositions pour « améliorer la productivité et stimuler une économie en stagnation ». Il s'appuie sur un rapport appelant « d'urgence à de nouvelles privatisations, à l'élimination des réglementations inutiles, à une concurrence accrue dans le secteur des services et des transports, à la libéralisation des industries protégées ». Les sociaux-démocrates hésitent. Selon le canard, la discussion sera chaude au Parlement danois. C'est une différence avec la France.

**Cerise noire.** Au ciel comme sur la terre, la grève a permis d'en savoir plus. Elle a été massive en Hongrie et en France. Et zélée en Belgique, en Italie, en République Tchèque, en Slovaquie et au Portugal. Selon l'USAC-CGT, premier syndicat français de l'aviation civile, « les futurs règlements européens concernant la navigation européenne sont une attaque directe contre le caractère de service public de ce secteur d'activité ». Ils visent « à externaliser et à mettre en concurrence des pans entiers de la gestion de la navigation aérienne ». L'information est un combat.

## Cerise mystère.



Réponse : aucune

- A. Sculpture de Frigide Barjot au Père Lachaise
- B. Le paradis selon la comédienne Christine Boutin
- C. Projet du pape François

● Philippe Stierlin



## Brecht et la chanson du Dieu Bonheur



Brecht est généralement considéré comme l'un des classiques du théâtre, et l'un de ses grands théoriciens, mais on connaît moins bien, en France du moins, sa production poétique (qui est considérable et en fait l'un des principaux poètes de la langue allemande) ainsi que sa réflexion morale qui le place parmi les penseurs marxistes les plus intéressants sur le sujet. Lui aussi n'a cessé de faire l'étude du bonheur. Il avait d'ailleurs entrepris à la fin de sa vie d'écrire un opéra qui se serait intitulé *Les Voyages du Dieu Bonheur*. Mais à la différence de beaucoup de poètes, son angle de vision, même s'il porte la trace d'un certain romantisme, est volontairement anti-idéaliste. Au point qu'il pourrait parfois en passer pour cynique. C'est évident dès l'époque expressionniste et anarchisante du jeune Brecht, à l'époque de *Baal*, le héros "anti-social". Mais ce trait va se confirmer quand Brecht découvrira le marxisme. Son point de vue est celui d'un matérialiste résolu. Pour lui le bonheur s'identifie à la "vie bonne". Et il revendique le droit pour lui-même et pour le peuple aux plaisirs de la vie, les plus fins comme les plus élémentaires, ceux que les rebus trouvent en général "grossiers", comme, par exemple « *Manger avec joie*

*de la viande, un filet juteux / Et manger, sur le seigle odorant et bien cuit / La tranche d'une grande meule de fromage / Et boire au pot la bière fraîche, on dit que c'est / Bas ; mais je trouve qu'être mis en terre sans / Avoir goûté une bouchée de bonne viande / C'est inhumain et je le dis / Moi qui suis un mauvais mangeur. »* (T.7, p. 122).

Dans la "Septième chanson du Dieu bonheur", il lui fait dire :

« *Je suis le dieu de la bassesse / Dieu du palais et dieu des couilles, / Le bonheur, qu'on me pardonne, / Est par terre, donc assez bas. »*

Mais il ne s'en tient évidemment pas là. Dans un autre poème, il dresse une liste, non exhaustive, de bonheurs : « *Le premier regard par la fenêtre le matin / Le vieux livre retrouvé / Des visages enthousiastes / De la neige, le retour des saisons / Le journal / Le chien / La dialectique / Prendre une douche, nager / De la musique ancienne / Des chaussures confortables / Comprendre / De la musique nouvelle / Écrire, planter / Voyager / Chanter / Être amical. »* ("Bonheurs" T.7, p. 119)

En fait, Brecht aime la vie.

L'amour même n'échappe pas à son réalisme narquois. « *Tolère qu'aïlle avec le temps / l'attrait de cette joue. / Les fesses gardent plus longtemps / leur charme ; voilà tout. »* (T.6, p. 84)

Cet épicurisme n'ignore pas les préoccupations morales... mais leur donne en quelque sorte un fondement, solide. "Leçon d'amour" : « *J'aime la vertu quand elle a un derrière / et j'aime qu'un derrière ait un peu de vertu. »*

Mais la pensée morale de Brecht est avant tout politique. Le bonheur, il ne le conçoit pas pour lui seul mais pour tous. Et de ce "tous", il ne s'exclut pas.

On sait que la grande affaire de son œuvre est la question de la bonté. Comment être bon dans un monde qui ne l'est pas. C'est le sujet de nombreux textes et pièces de théâtre. En particulier : *La Bonne âme de Se Tchouan*. L'œuvre brechtienne en ce domaine est une vaste entreprise de déniement. À la manière de Marx, il combat l'angélisme qui sévissait (et sévit toujours) dans le peuple et le mouvement ouvrier. « *Être bon n'est pas être inoffensif* », écrit-il dans *Me Ti ou l'art des retournements* qui est un petit manuel pratique de dialectique appliquée. « *Ce n'est pas de* ●●●



●●● *la faute du tigre s'il mange de la viande, mais ce n'est pas de la mienne non plus* », écrit-il par exemple (*Me Ti*, p. 40) Ou, dans son poème des années trente «À ceux qui espèrent» : « *Qu'attendez-vous ? / (...) Que les tigres par amitié / Vous invitent gentiment / À leur arracher les dents ?* »

Ce déniement a beaucoup à voir avec la reconnaissance de la nécessité d'une certaine violence dans la lutte. On connaît le poème célèbre, «De la violence» : « *Le fleuve emportant tout, on dit qu'il est violent / Mais nul ne taxe de violence / les rives qui l'enserrent.* » (T5, p. 111)

Ce qui est tout à fait dans la lignée léninienne.

Ce réalisme qui pourrait conduire au cynisme (et y a effectivement conduit dans l'histoire réelle du mouvement communiste) ne le pousse nullement à abandonner l'exigence de bonté.

Mais, au contraire, à lui donner un sens plus fort. Il y revient souvent.

À quoi sert la bonté : « *Au lieu d'être bon seulement, faites en sorte / que la bonté soit possible / mieux / qu'elle soit superflue.* » (T.5, p. 64)

« *Ne laisser périr personne, et non plus soi-même. / Combler chacun de bonheur, et aussi soi-même. / C'est ça la bonté.* » (T.5, p. 206)

« *Le fort est celui qui ne laisse personne à la traîne.* » (T6, p. 112)

N'abandonne aucun de tes semblables, est pour lui la maxime du socialisme.

On touche là à sa conception de la vie individuelle en même temps que du sens du combat commun pour une vie meilleure en société.

Au chapitre du réalisme brechtien, il faut noter sa position, singulière à l'époque au sein du marxisme, à l'égard de la nature humaine. Pour lui la nature humaine est imparfaite, et donc perfectible, mais l'objectif n'est pas de faire des êtres humains des saints ou des héros. Il ne conteste pas la nécessité, dans certaines circonstances, de l'héroïsme (de la part de ceux qui ne sont pas des héros nés et qui ne cherchent pas l'héroïsme). Mais il dit à plusieurs reprises qu'une société qui a besoin que les hommes et les femmes se comportent en héros est une société qui ne va pas bien. Il pense même que dans une société bien organisée, certains défauts de l'être humain,

comme l'égoïsme par exemple, peuvent devenir utiles au bien commun. Cela, en pleine période stalinienne, au moment où s'impose en URSS et dans le mouvement communiste la mythologie héroïque et, d'une certaine façon, idéaliste de l'homme nouveau.

Brecht était un maître de l'ironie, laquelle tient au sens des contradictions. Et ni la réalité de l'Allemagne de son temps, ni l'Union soviétique et les débuts du socialisme, ni lui-même n'échappent à cette ironie. Il explique d'ailleurs, dans *Me Ti*, que « *Pour les gens sans humour il est en général plus difficile de comprendre la Grande méthode* ». (C'est-à-dire, la dialectique.)

En même temps, ce penseur volontiers sarcastique considérait que le fait d'être amical était le dernier mot de la liste des bonheurs et que la gentillesse était une des plus précieuses qualités, même (et peut-être surtout) pour qui est engagé dans un combat sans merci comme la lutte révolutionnaire.

● Francis Combes



*Note* : Les citations sont tirées de l'édition de l'Arche des *Poèmes* de Brecht et de *Me Ti*.

## Voyage au bout d'une nuit au goût du jour

S'intéresser à un magazine vendant à 90 000 exemplaires par semaine, est-ce bien raisonnable ? C'est que le titre de la famille Dassault représente bien les valeurs actuelles communes à la droite traditionnelle et à l'extrême droite, celle des assassins de Clément Méric. *Valeurs actuelles* est un coup de poing américain idéologique. Note de lecture.

La livraison du magazine d'Olivier Dassault, celle du 30 mai, a été choisie avant le meurtre du 6 juin. En couverture, portrait et titre encensent « *La France de Zemmour* », présenté comme un « *insoumis contre la pensée unique* ». Page 3, l'opinion du maître des lieux, François d'Orcival. Un *Te Deum* à la gloire des manifs anti-homosexualité : « *La génération qui s'est construite dans cette mobilisation va se répandre dans toutes les familles de la droite...* » Toutes les familles ? Page 5, Eric Branca chante la gloire de Zemmour : « *Voici pourquoi seuls les "irréguliers" de la politique acceptent sans tordre le nez de lui (Zemmour) rendre hommage : Jean-Pierre Chevènement à gauche, Philippe de Villiers et Jean-Marie Le Pen à droite...* » La droite, pour le magazine, va très loin... à droite. Ce n'est qu'un petit début. Page 6, chronique du petit nouveau, Yves de Kerdrel, membre de commissions du

Medef, enseignant à Dauphine, chroniqueur au *Figaro*, désormais directeur de la publication. Lui aussi flatte la jeunesse du parti catholique en gestation, l'appelant à ne pas rejoindre l'UMP : « *Pourquoi perdraient-ils leur indépendance pour un plat de lentilles et iraient-ils rejoindre un parti où les querelles de personnes l'emportent sur le combat des idées ?* » Voilà un coin du voile sur le projet que sert l'hebdomadaire... Page 8, un dénommé Camille Pascal allume la palme d'or de Cannes, *La Vie d'Adèle* d'Abdellatif Kechiche. « *La palme d'or du Festival de Cannes prétend dépeindre pour la première fois l'amour sur les rives de Lesbos. Interdit de rire ?* » De qui se moque-t-il le plus ? Du patronyme du

cinéaste primé ou de l'homosexualité... Pages 16 à 23, gloire à Zemmour, qui a osé dire : « *Pourquoi on est contrôlé 17 fois (par jour dans les banlieues) ? Parce que la plupart des trafiquants sont noirs ou arabes. C'est comme ça.* » Voilà qui fait chavirer de bonheur notre magazine, pensez, un beauf moyen devenu star des médias, d'autant qu'il a été condamné par la justice pour racisme. Un héros de *Valeurs Actuelles*.

Vous croyez parvenir au bout de la punte ? Pas du tout : page 23, voilà Robert Ménard, candidat soutenu par le Front national, présenté comme un alter ego de Zemmour. Une référence, puisqu'il déclare dans cette interview : « *Mais alors que je suis prêt à me battre* ●●●



### Valeurs Actuelles

- Groupe Valmonde, Olivier Dassault
- Vice-président : Olivier Dassault
- Directeur général et de la publication : Yves de Kerdrel, chroniqueur au Figaro, enseignant à Dauphine, membre de commissions du Medef.
- Président du comité éditorial : François d'Orcival, d'une courtoisie exquise, vieille France, et d'une extrême idéologie attrapée jadis très, très à droite.

LE GOÛT D'AILLEURS

Τυροπιτάκια

“No signal” : message de putschistes

La décision brutale du gouvernement grec d'interrompre les émissions de la radiotélévision publique et de licencier immédiatement ses 2 656 salariés (sans compter les sous-traitants), rappelle les heures sombres des coups d'État. L'ampleur des manifestations qui ont suivi cette décision devrait faire réfléchir les “démocrates” du centre-gauche qui tentent de prolonger leur mandat gouvernemental.

L'objectif gouvernemental est triple : respecter le chiffre de 2 000 départs de la fonction publique avant fin juin comme l'exigeait la Troïka, créer une société d'État de télévision servile, faire la démonstration à tous les fonctionnaires qu'aucun emploi n'est protégé.

« Si on laisse les Grecs se débrouiller seuls, on risque un coup d'État militaire », avait prédit l'oracle Cohn-Bendit. Le coup de force a eu lieu alors que les représentants de la Troïka étaient à Athènes pour « surveiller la bonne application des conditions de l'aide internationale ».



● Gilles Boitte

●●● pour des personnes avec qui je suis, par ailleurs, en désaccord – je pense aux identitaires poursuivis pour avoir occupé une mosquée en construction - , Eric (Zemmour) est, peut-être, plus prudent. » Passons sur les pages 28 et 29, insistant - encore - sur la beauté des manifs anti-homosexuelles : « L'hermine bretonne, les deux lions d'or de la Normandie, les fleurs de lys franciliennes... La France profonde... » La France des provinces, chère au Maréchal.

Courage, continuons page 32. D'Orcival en personne prononce l'éloge de « Monseigneur (sic) Ravel ». Il « ouvre le chantier de la Maison Saint-Louis », « un lieu d'accueil des aumôniers militaires... » aux Invalides. Page 34, Denis Tillinac se penche sur le suicide de l'activiste OAS Dominique Venner dans la cathédrale Notre Dame de Paris. L'idéologue de l'extrême droite « a eu le courage de son radicalisme, il faut lui rendre cette justice. Ce qu'il dénonçait à sa façon, beaucoup de Français en perçoivent les attendus... »... « Pour l'heure la seule alternative idéologique crédible est l'islamisme. » Passons sur les deux pages (47 et 48) consacrées à la défense de Bernard Tapie et de Christine Lagarde.

Arrivons à la fin, l'apothéose : 3 pages (60 à 63) rubriquées "histoire" consacrées à... « Erich von Manstein, maréchal de Hitler, conseiller d'Adenauer », flanqué d'une photo sur une page et demie, montrant Hitler serrant la louche du Manstein en question sur fond de croix gammée. Sans compter la légende de l'autre photo, ledit Manstein au procès de Nuremberg, expliquant que même le président du tribunal le trouvait bath...

De la France de Zemmour au panthéon du III<sup>e</sup> Reich. L'intérêt de relater le contenu d'un magazine de la famille Dassault (Le Figaro) ? La preuve imprimée de l'OPA idéologique de l'extrême droite sur la droite. Derrière, un projet politique, hors des partis traditionnels, à la confluence de l'Église catholique, du Front national, des idéologues d'extrême droite et de la droite dite forte.



● Jean Gersin syndicaliste

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

